

Heureusement que le numérique était là !



Laure DE LA RAUDIERE

Députée d'Eure-et-Loir

La pandémie de la COVID-19 nous fait vivre des situations inédites. Après avoir été confinés pendant près de deux mois, nous voilà tous masqués afin de protéger les plus fragiles d'entre nous de ce virus encore inconnu, il y a moins d'un an. Je ne doute pas qu'avec le recul, nous en tirerons des enseignements majeurs en termes d'organisation sanitaire et économique. Le mot de « souveraineté » est dans tous les propos des politiques actuellement.

Heureusement que le numérique était là ! Beaucoup d'entreprises ont pu continuer à fonctionner grâce aux outils numériques. Nous sommes tous devenus pratiquants de la visioconférence, alors que beaucoup ne l'avaient jamais utilisée dans un cadre professionnel avant.

L'explosion des téléconsultations a permis le suivi médical et ont été plébiscitées par les Français, de tous âges. Nos enfants ont pu poursuivre leur scolarité à distance. Les artistes ont exploré de nouvelles façons d'atteindre leur public, par de nouvelles prestations.

Nous ne reviendrons pas en arrière.

Vers une société plus résiliente grâce à la formation au numérique et aux risques cyber

La douloureuse réalité de la sous-numérisation de nos entreprises a été mise en lumière depuis la période de confinement. Les entreprises numérisées s'en sortent aujourd'hui bien mieux que les autres puisque la capacité à vendre à distance a fait une vraie différence pour les TPE/PME. De même, le niveau de formation de nos concitoyens aux usages numériques est largement perfectible. D'après le Digital Economy and Society Index (DESI) 2020, la France se classe en 15^{ème} position en Europe démontrant nos fortes lacunes. J'aimerais que l'enseignement des technologies numériques soit vu comme une discipline pleine et entière dès le collège. Pourquoi ne pas remplacer le cours de « technologie » au niveau du collège par un cours de « culture et technologies numériques ». On y retrouverait tout ce qu'un collégien doit connaître pour vivre dans la société du XXIème siècle : un peu de code, beaucoup de temps sur le « bon usage » des réseaux sociaux, sur la qualification des recherches d'information sur Internet ou sur le respect des règles de droit sur Internet (propriété intellectuelle, propos haineux ou racistes, harcèlement...), un peu d'algorithmie pour comprendre que rien n'est « magique » et enfin, du temps pour comprendre les risques Cyber.

Afin de mettre un challenge à cet apprentissage, je propose la création d'une « coupe de France » de la cybersécurité mobilisant l'ensemble des collégiens, avec en ligne de mire l'European Cybersecurity challenge.

Cette formation initiale aux enjeux numériques n'est pas suffisante, car il faut aussi accompagner les citoyens aux usages du numérique. En dehors de quelques experts, personne n'est réellement préparé au risque cyber. La mise en place d'un tutoriel simple

de formation et d'une communication massive sur les enjeux de cybersécurité est nécessaire, afin que chacun (dirigeants d'entreprises, salariés, mais aussi citoyens) prennent réellement conscience des enjeux et appliquent quelques règles simples « d'hygiène numérique ».

Nul doute que les attaques vis-à-vis des entreprises, mais plus généralement de notre économie et de nos institutions, sont bel et bien été orchestrées aujourd'hui par nos ennemis et que nous devrions mieux nous « armer » pour y faire face.

Vers des réseaux efficaces et au service de tous

Nos infrastructures fixes et mobiles ont fait face à une augmentation considérable du trafic (+30 % selon l'ARCEP) et grâce à la mobilisation des opérateurs, nos réseaux ont bien résisté au choc d'usages. La crise a révélé des inégalités d'accès au numérique toujours inacceptables dans plusieurs territoires alors que les déploiements fixe et mobile ont un impact positif bien réel sur la croissance et l'attractivité.

En ce qui concerne la 5G, le report des enchères d'avril dernier à fin septembre et le débat politique lancé par certains maires et élus « Ecologie – Les Verts » ne doit pas se transformer en retard ! Cette technologie est, d'abord, une nécessité au risque de voir les réseaux 4G saturer d'ici deux ans dans les grandes villes et, ensuite, une véritable opportunité pour le développement de nouveaux usages, en particulier via le déploiement des objets connectés dans les secteurs industriel, agricole ou de la santé. À l'heure où l'Allemagne met 7 milliards pour accélérer le déploiement de la 5G, où les États-Unis et la Chine ont déjà des milliers d'antennes, nous ne pouvons faire une croix sur cette technologie. Derrière l'opposition à cette technologie se cache la théorie de la décroissance très dangereuse pour notre économie et nos emplois.

Écologie et numérique, deux mondes à réconcilier

Ceux qui refusent la 5G et veulent interdire le déploiement sur leur commune arguent de l'augmentation de l'empreinte carbone de la nouvelle génération de réseaux Mobiles. C'est devenu l'argument des « anti », qui ne prennent jamais en compte le fait que l'usage du numérique fait aussi économiser nombreux déplacements, rend plus efficace la gestion de l'énergie avec les smart grids... Aujourd'hui peu d'études complètes et non financées par le secteur existent sur ce bilan. En revanche, toutes les études sur l'empreinte environnementale du numérique montrent que la consommation des réseaux de télécommunication est marginale par rapport au reste. Le rapport du Sénat « Pour une transition numérique écologique » de 2020 dévoile que les terminaux sont à l'origine d'une très grande part des impacts environnementaux du numérique (81 %), l'usage de nos outils représente ainsi une part assez faible de l'empreinte carbone du numérique. C'est donc sur cet axe qu'il convient de travailler en premier. Et une taxe Carbone aux frontières de l'Europe nous y aiderait bien !

Cet enjeu de réconciliation entre écologie et numérique est majeur. L'ARCEP ne s'y est pas trompé puisque c'est le thème de la grande étude qu'elle a lancée sur l'empreinte environnementale des réseaux¹

Soyons honnêtes : la crise sanitaire a montré à quel point nos outils numériques sont indispensables pour rendre une société plus résiliente. C'est donc dans ce monde ultra connecté que nous vivons. À nous d'en faire un levier pour régler les enjeux actuels en matière de protection de l'environnement.

¹ <https://www.arcep.fr/la-regulation/grands-dossiers-thematiques-transverses/lempreinte-environnementale-des-reseaux.html>